commission. La seule exception que je sache à cette règle s'est produite en 1946. Étant donné l'envergure de la tâche, la commission a reçu des pouvoirs spéciaux et a été invitée à formuler des propositions.

Si l'honorable député songe à une commission qui serait chargée de conseiller notre ministère ou le Gouvernement au sujet des affaires des anciens combattants, pour ma part, je ne m'y attends pas. Je n'appuie sûrement pas pareille idée. D'autre part, s'il veut dire qu'il souhaite que lorsqu'il s'agira de modifier les mesures législatives concernant les anciens combattants, le Gouvernement continuera de faire comme depuis 1936, c'est-à-dire déléguer les projets de lois à une commission de la Chambre des communes, j'espère comme lui que cela se fera.

M. Green: Non, j'ai déclaré qu'un comité spécial devrait être institué à la prochaine session en vue de l'examen des problèmes concernant les ex-militaires. Je n'ai pas dit que le Gouvernement devrait présenter une loi. Je me suis contenté de réclamer l'institution d'un comité spécial.

M. Mutch: Bien entendu, je ne puis qu'exprimer mon opinion personnelle, mais comme l'institution d'un tel comité ne serait pas conforme à la procédure parlementaire, je ne pourrais concevoir qu'un tel organisme fût établi. Je ne puis cependant parler au nom de mon ministre.

M. Green: Que veut dire l'adjoint parlementaire en parlant d'initiative "contraire à la procédure parlementaire"?

M. Mutch: Aucun comité de ce genre n'a jamais été institué.

M. Green: Il y en a certainement eu. Un comité de l'énergie atomique a siégé au cours de la session actuelle.

M. Mutch: Tout ce que je puis dire c'est que, si j'ai bien saisi ce qu'a dit l'honorable député, le ministre a donné la seule réponse possible, savoir que la question sera examinée avant la prochaine session. Le ministre n'a pu rien promettre pour la session actuelle. J'ai simplement demandé à l'honorable député de dire quel genre de comité il avait en vue, et il s'est expliqué.

M. Gillis: Je crois pouvoir parler au nom des deux autres membres de notre groupe à propos de cette question qu'a soulevée l'honorable député de Vancouver-Quadra. Afin d'épargner du temps, je dirai simplement que je suis d'accord avec celui-ci. Nous avons déjà exprimé nos opinions au cours de la présente session. Je n'entends pas amorcer une discussion en ce moment, mais

[M. Mutch.]

je ne suis pas d'accord avec l'adjoint parlementaire quand il dit que l'institution de tels comités est contraire à la procédure parlementaire.

M. Mutch: Sous réserve de la définition qui a été donnée. Je n'ai pas fait de déclaration; j'ai simplement posé une question.

M. Gillis: Trois comités de la Chambre ont accompli une excellente tâche en ce qui concerne les lois visant les anciens combattants. L'adjoint parlementaire sait fort bien que ces comités ont apporté des modifications aux projets de loi qui leur ont été soumis. Ils ont majoré les montants en cause et changé les dates-limite. Il serait avantageux pour la Chambre et pour les anciens combattants qu'un tel comité fût institué.

Je désire signaler un autre point à l'adjoint parlementaire. Comme la session touche à sa fin, il serait impossible d'agir pour l'instant, mais le Gouvernement pourra examiner la question pendant les vacances parlementaires. Il s'agit des allocations aux anciens combattants. L'administration présente un point faible, non pas concernant en ce qui a trait au personnel. Plusieurs ex-militaires canadiens n'ont pas touché leurs crédits. Ils les laissent en réserve pour le moment où ils fonderont un foyer. Lorsqu'un ex-militaire meurt, les fonds qui lui revenaient ne peuvent être utilisés pour ses funérailles; je puis citer à ce sujet deux cas qu'on m'a signalés et dont j'ai fait part au ministre de la Défense nationale et à celui des Affaires des anciens combattants. Les ex-militaires dont il s'agit ont perdu la vie dans des circonstances tragiques. Dans un cas, le père a dû faire transporter le corps à travers presque tout le pays, ce qui a été très coûteux. Il a demandé au ministre si les crédits qui revenaient à son fils pouvaient être utilisés pour l'acquittement d'une partie des frais funéraires, mais on lui a donné une réponse négative.

Le ministre devrait prendre en considération de tels cas exceptionnels. Les crédits devraient être remis à la succession. Je m'explique fort bien qu'on ait adopté une telle règle au début de la guerre, mais dans le cas dont j'ai parlé, où l'ex-militaire avait droit à des prestations au moment de sa mort, ces dernières devraient être remises à la succession. L'adjoint parlementaire voudra bien examiner la question avec ses fonctionnaires.

M. Mutch: Je prends note des remarques de l'honorable député. Je puis dire en passant que ces prestations peuvent être remises à l'épouse du défunt ou à sa mère, si elle était à sa charge. Il serait peut-être opportun de réserver ce crédit jusqu'à ce que les